



## Compte rendu du CTL emplois du 23 janvier 2015

### La CGT sur tous les fronts !!!

#### **CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LA QUALITE DES MISSIONS ET DU SERVICE PUBLIC**

La section CGT avait déjà pris ses responsabilités en appelant à la grève le 18 novembre 2014 au moment de l'annonce des 21 suppressions d'emploi pour le département.

Le temps est venu « de la mise en pratique » soumise à l'avis du Comité Technique Local (CTL). Suite au boycott par l'ensemble des Organisations Syndicales du CTL emplois prévu le 15 janvier 2015, l'administration a convoqué en 2ème séance les élus le vendredi 23 janvier 2015.

En début de réunion, les élus de la CGT Finances Publiques, première OS en CTL, ont lu la déclaration liminaire suivante:

Monsieur le Président,

*Vous avez re-convoqué le Comité Technique Local ce jour pour nous présenter le plan emploi 2015. Dans le rapport de présentation fourni, il est question du projet d'« évolution » des emplois dans le département au 1<sup>er</sup> septembre 2015 ; là où l'administration emploie pudiquement le mot d'évolution, nous parlons de suppression et nous allons même jusqu'à utiliser le terme de **destruction** d'emplois. Oui, nous sommes au quotidien, dans les services, avec nos collègues, confrontés aux conséquences de ces décisions nationales que vous déclinez au plan local.*

*Si nous sommes présents aujourd'hui, c'est pour vous demander de **justifier avec précision chacune** des suppressions d'emplois que vous présenterez lors de cette réunion.*

*L'exaspération des agents et, de plus en plus, de leurs chefs de service, s'affiche désormais au quotidien. **Ils n'en peuvent plus !***

*Vous allez donc **seul** assumer la responsabilité de ces 21 nouvelles suppressions d'emplois auxquelles les agents C contribuent pour plus de la moitié.*

*Il est temps, Monsieur le Président, ainsi que l'ensemble des représentants de l'administration, que vous aussi **vous manifestiez de manière claire et visible votre désaccord** pour que soit mis fin à la politique de destruction des emplois à la DGFIP qui est menée sans état d'âme, et pour que soient défendus le service public et ses personnels autrement que par des appels à la bonne organisation, au professionnalisme ou à l'investissement personnel des agents.*

*À l'évidence, aujourd'hui, le service à l'usager et les conditions de travail des agents n'entrent plus en ligne de compte :*

- l'égalité du citoyen devant l'impôt est mise à mal par la diminution des moyens pour lutter contre la fraude fiscale,*
- le réseau des trésoreries de proximité est aujourd'hui en grand danger,*
- une diminution importante des horaires d'ouverture de l'ensemble des structures du département est en préparation pour pallier l'insuffisance du volume de l'emploi. Fermer l'accueil au public un ou deux jours aura comme conséquence de reporter la charge de travail sur les jours d'ouverture restants ou vers d'autres canaux (plate-formes téléphoniques, internet,...) beaucoup plus impersonnels et tout aussi difficiles d'accès, et de dégrader le service rendu.*

***Les élus CGT s'opposeront toujours à cette politique** de régression économique et sociale et revendiquent des **moyens humains suffisants** pour faire face à l'ensemble des missions de l'administration fiscale et notamment l'accueil des usagers.*

En réponse, Monsieur NESA indique que ce plan emplois est un exercice difficile pour l'administration. **Mais que dire alors pour les agents ?!**

Il précise « qu'à son niveau, il fait partie d'une chaîne administrative au sein de laquelle il ne peut pas exprimer son désaccord ».

Il admet cependant que « les suppressions de postes ne sont désormais plus possibles sans un renoncement plus ou moins grand à certaines missions », tout en préférant employer le terme de « repli » plutôt que celui d' « abandon ».

Vous l'aurez bien compris, tout est affaire de dialectique...

Pour lui, encore 2 ans difficiles à tenir ... Ensuite, il compte sur les effets de restructurations et les évolutions de fonctionnement... ?!!! (le discours officiel en quelque sorte).

**Pour les élus CGT finances Publiques, les suppressions d'emplois ne peuvent que conduire à l'abandon progressif des missions et, à terme, à une vraie remise en cause du service public !**

Concernant la localisation des suppressions d'emplois, après avoir simplement justifié – 3 C en Direction par la perte de missions (CDC/DSF), M NESA, indique avoir employé pour l'essentiel des autres suppressions la politique du « rabet » à savoir un pourcentage des emplois implantés sur chaque site (qui serait de 4%... mais pas toujours...): il s'agit pour lui de prélever les emplois là où les conséquences sont jugées les moins insupportables !

**Aujourd'hui la DDFIP 64 rabote les services, les missions, les horaires d'ouverture et bientôt les agents n'auront plus que leurs copeaux pour pleurer !**

Les élus CGT qui siégeaient dans le but de défendre l'ensemble des services de la DDFIP 64 à partir des remontées d'informations d'agents et de chefs de service de sites en souffrance, ont refusé de discuter de la localisation des suppressions d'emplois. En effet, il faut stopper les suppressions. Les élus n'ont pas vocation à avaliser la politique de destruction du service public en aidant la Direction à déterminer qui doit souffrir un peu plus cette année encore.

Ils ont donc quitté la réunion et rejoint le rassemblement organisé en intersyndicale devant la direction départementale, pour rendre compte de leur action et participer au mouvement revendicatif contre les suppressions d'emplois, pour les conditions de travail, la qualité des missions et du service public.



**Projet de localisation des suppressions d'emplois au 01 septembre 2015  
présenté par la direction**

<i>Direction</i>	<i>-1 A+ ; -1 A ; - 1 B ; -3 C</i>
<i>SIP Pau Nord</i>	<i>-1 B</i>
<i>SIE Pau Est</i>	<i>- 1 C</i>
<i>SIE Pau Nord</i>	<i>- 1 C</i>
<i>SIE Pau Sud</i>	<i>- 1 C</i>
<i>T Centre Hospitalier Pau</i>	<i>- 1 C</i>
<i>SIE Oloron</i>	<i>- 1 C</i>
<i>SIE Orthez</i>	<i>- 1 C</i>
<i>Trésorerie Orthez</i>	<i>- 1 C</i>
<i>SIP Anglet</i>	<i>- 1 B</i>
<i>SIE Anglet</i>	<i>- 1 B</i>
<i>Trésorerie Anglet</i>	<i>- 2 C</i>
<i>SIP Bayonne</i>	<i>- 1 B</i>
<i>SIE Bayonne</i>	<i>- 1 B</i>
<i>PTGC Bayonne</i>	<i>- 1 B Géomètre</i>

## JOURNEE DE MOBILISATION A LA DDFIP 64

Suite à l'appel en intersyndicale de la CGT Finances Publiques, Solidaires et la CFDT, près d'une centaine d'agent s'est réunie devant la direction départementale Place d'Espagne à Pau pour protester contre ces nouvelles suppressions d'emplois.



Un communiqué avait été envoyé aux médias locaux qui ont relayé par voie de presse et par radio l'action menée par ces agents.

LA GAZETTE DU 64

## Finances publiques : grogne des agents



L'intersyndicale dénonce les suppressions de postes à la direction départementale des finances publiques. © ARCHIVES JEAN-PHILIPPE GIONNET

**SOCIAL** L'intersyndicale (CGT, Solidaires, CFDT) appelle les agents du département à un rassemblement devant les locaux de la direction départementale des finances publiques, au 8 place d'Espagne à Pau, ce vendredi 23 janvier à partir de 10 h, au moment où le comité technique local se réunit sur la question des emplois. « Depuis 2012, 44 emplois ont été supprimés à la direction départementale des finances publiques, indique l'intersyndicale. Pour 2015, un record est atteint puisque 21 nouvelles suppressions d'emplois sont programmées. Chaque année, au niveau national, c'est l'équivalent en personnel de deux départements qui est rayé de la carte. » Pour les responsables syndicaux, ces suppressions « gangrènent les conditions de travail des agents et le bon exercice de leurs missions ». Avec, ajoutent-ils, des conséquences pour les usagers : « égalité du citoyen devant l'impôt mise à mal », service public « en grand danger », « diminution importante des horaires d'ouverture de l'ensemble des structures du département en préparation ». Avec même des fermetures « de l'accueil au public un ou deux jours ».

Extrait La République des Pyrénées 21/01/2015

LA GAZETTE DU 64

## Quand les finances manquent de bras



Plus de 80 agents des finances publiques ont manifesté hier devant le siège, place d'Espagne à Pau. © ASCENCION TORRENT

**SOCIAL** 16 en 12, 10 en 13, 18 en 14 et encore 21 suppressions d'emplois prévues en 2015, les fonctionnaires de la direction départementale des finances publiques n'en peuvent plus. Hier, à l'appel de la CGT, CFDT et Solidaires, plus de 80 agents étaient réunis place d'Espagne à Pau pour protester contre ces suppressions de postes. « Nous avons perdu plus de cent postes depuis quatre ans. Les conséquences, « ce sont la disparition des petites structures et la réduction des heures d'ouverture au public alors que de plus en plus de contribuables ont besoin de nos services face à la complexité de la fiscalité », accusent Philippe Sabathé (Solidaires) et Éric Manry (CGT). « On tire la sonnette d'alarme. Les usagers ont besoin d'humains pour répondre à leurs questions », alertent-ils. « Chez nous ce sont trois départs sur quatre qui ne sont pas remplacés et principalement des agents en contact direct avec le public. Nous avons besoin de moyens humains pour assurer le service public », concluent-ils.

Extrait La République des Pyrénées 24/01/2015

**Par leur présence en nombre, les agents ont réaffirmé leur attachement à leurs missions et au service public et leur refus de voir leurs conditions de travail se dégrader encore.**

La CGT Finances Publiques 64 restera mobilisée à leur côté pour défendre l'ensemble des services en difficulté.